

Questions orales

économique des conservateurs sont censées trouver un autre emploi?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, le député sait pertinemment que la restructuration qui a cours ici même, au Canada, a aussi cours dans d'autres pays et notamment chez les membres du Groupe des 7. Tous les pays du Groupe des 7 vivent cette même restructuration. Il y a aujourd'hui trois millions de chômeurs de plus qu'il y a deux ans dans les pays membres du Groupe des 7.

Le député comprendra aussi, je crois, que, relativement parlant, le nombre des emplois diminue au fur et à mesure que la productivité s'accroît, mais il y a eu une reprise dans les secteurs des télécommunications et des services, et c'est d'ailleurs là que un million trois cent mille emplois ont été créés au cours des quatre à cinq dernières années.

En fait, la nouvelle économie, l'économie de l'avenir, ne dépendra peut-être pas tant du secteur manufacturier, qui n'en demeure pas moins très important, que des secteurs des services, de la technologie de pointe, de l'électronique ou de la technologie de l'information comme on l'appelle parfois, où seront notamment créés les emplois qui remplaceront en partie les emplois perdus dans le secteur manufacturier.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, le ministre vient de dire à la Chambre que, d'après lui, la baisse de 17 p. 100 des emplois qu'a connue le secteur manufacturier canadien depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange reflète tout bonnement la tendance au plan international. Comment se fait-il alors que le Canada ait perdu deux fois plus d'emplois que les États-Unis?

Le ministre croit-il vraiment que l'économie canadienne peut être forte sans un solide secteur manufacturier? Ce secteur constitue le pilier de chacun de nos principaux concurrents dans le monde.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, bien sûr que nous avons besoin d'un solide secteur manufacturier et c'est d'ailleurs pour cela que nous avons supprimé la taxe sur les ventes des fabricants, qui était un ennemi secret des emplois. Nous l'avons remplacée par la TPS, qui a amélioré la compétitivité du secteur manufacturier de trois milliards et demi de dollars. En outre, nous avons négocié un accord de libre-échange avec le Mexique et les États-Unis afin de nous assurer l'accès à ces marchés.

Je me réjouis que le député reconnaisse que notre budget prévoit une réduction des impôts et une meilleure déduction pour amortissement, qui stimulent encore davantage la compétitivité du secteur manufacturier. Cela montre à l'évidence que nous tenons le secteur manufacturier. . .

M. le Président: Je crois qu'il faut poursuivre.

* * *

LES JEUNES

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, les jeunes Canadiens font face à une crise nationale. Alors que le premier ministre célèbre sa huitième année au pouvoir, plus de 450 000 jeunes sont en chômage. Chaque année, 100 000 jeunes abandonnent l'école secondaire, et des milliers d'autres se voient refuser l'accès à une formation et à un enseignement postsecondaires.

Pourquoi le premier ministre n'admet-il pas que les programmes qu'il a mis en place n'ont été que source d'angoisse et de désespoir et pourquoi refuse-t-il de répondre aux préoccupations des jeunes Canadiens?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, quand le député parle d'aide aux jeunes Canadiens, il devrait considérer. .

[Français]

—la panoplie de programmes qui ont été mis en place afin d'aider ces jeunes Canadiens à demeurer à l'école.

[Traduction]

Plus de 450 programmes, je crois, ont été mis en place dans tout le Canada pour inciter les jeunes à demeurer à l'école. Au cours des trois dernières années, le gouvernement a plus que triplé ses efforts dans le domaine de la formation.

Les libéraux demandent au gouvernement de faire plus encore pour les jeunes. Pourtant, ils s'opposent depuis plus d'un an et demi à ce qu'il augmente de plusieurs centaines de millions de dollars les fonds consacrés à la formation des Canadiens. C'est ce que nous avons fait, c'est ce à quoi ils se sont opposés et, aujourd'hui, le député vient se plaindre. Je pense que les Canadiens voient clair dans leur jeu.

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, les jeunes que je rencontre au cours des voyages que je fais dans tout le Canada me disent qu'ils sont extrêmement déçus des mesures prises par le gouverne-